Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera

Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Geschichte

Band: 43 (1993)

Heft: 3

Buchbesprechung: Lieux de femmes dans l'espace public, 1800-1930 [publ. p. Monique Pavillon et al.]

Autor: Le Dinh, Diana

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 09.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Fremde nichts geschenkt wurde» (S. 218). Auch ein Selbstzeugnis «Wir waren reich» (S. 203), wie auch das übrige Material hinterlassen einen anderen Eindruck: im grossen und ganzen scheinen die Aus- beziehungsweise Einwanderer in Russland materiell ganz gut gestellt gewesen zu sein – es reichte sogar für die «Unterstützung der Daheimgebliebenen» (S. 219) – und es wurde ihnen, besonders Mitte 18. Jahrhundert, sehr wohl etwas geschenkt. Interessant allerdings, besonders, wenn man den Aspekt der sozial Unterprivilegierten näher beleuchten möchte, sind die «Rückschaffungen» (S. 125) und die Warnungen (zum Beispiel der Thurgauer Regierung) vor Betrügern, die die Menschen zur Emigration verleiten wollten (S. 126).

Bühlers Beitrag zur Bündner-, Schweizer-, Russland- und nicht zuletzt auch ganz grundsätzlich zur Geschichte der Migration überzeugt aber ganz zweifellos mit seiner erstaunlich detaillierten Fülle an Information und ist vor allem wirtschaftsgeschichtlich wertvoll. Die vielen Fakten hemmen zwar den Textfluss etwas (der Text hätte entlastet werden können, wenn zum Beispiel die vielen persönlichen Daten der Auswanderer im Anmerkungsapparat untergebracht worden wären), doch ist die ungezügelte Begeisterung des Autors, die ihn zu diesen ausschweifenden Ausführungen im eigentlichen Text verleitet haben mag, nach der erstaunlichen historischen Detektivarbeit, die er in unzähligen Archiven in jahrelanger Arbeit hierzulande und im fernen Russland geleistet hat, nur allzu verständlich.

Schon die Zueignung Bühlers «Den Bündnern gewidmet, die so weit in die Fremde ziehen mussten, um ihr Brot zu verdienen» hebt diese historische Arbeit über den Rahmen von Regionalgeschichte hinaus und lässt uns ein Verständnis für die Motive und Lebensumstände entwickeln, die Menschen in die Fremde treiben. Nicht zuletzt dieser Aspekt verleiht dem vorliegenden Buch eine aktuelle Note: Neben Bündnern dürfte es deshalb einen heterogenen Kreis an Interessierten finden. Dieses Werk mag zwar zu grossen Teilen beschreibender Natur sein, doch führte gerade diese Arbeitsweise zu einer soliden, in sich geschlossenen Studie. Es ist zu wünschen, dass das von Bühler erarbeitete Wissen über die Bündner Migration an weiteren Fragestellungen interessierte Forscherinnen und Forscher zu neuen Arbeiten reizt. *Desanka Schwara, Basel*

Lieux de femmes dans l'espace public, 1800–1930. Actes du colloque à l'Université de Lausanne, 11–12 nov. 1991, publiés par Monique Pavillon et François Vallotton. Lausanne, Section d'histoire de la Faculté des lettres, 1992 (Histoire et société contemporaines, sous la dir. du prof. H. U. Jost, 13).

Comme le suggère son intitulé, ce colloque, qui a réuni pendant deux jours une dizaine de participants venant aussi bien de Suisse que de Belgique, de France et d'Angleterre, s'est donné pour propos une réflexion autour de l'intégration des femmes dans l'espace public bourgeois (selon le concept développé par Habermas de lieu de débat et de formation des esprits à la critique de l'autorité) à travers l'associationnisme, ce phénomène étroitement lié à l'avènement de la classe bourgeoise, et dont les femmes ont été par essence exclues. En effet, la formation de l'espace public s'est construit sur l'enfermement des femmes dans les frontières de la sphère privée, au nom de leur «vocation» maternelle et ménagère. Or à partir des années 1830, en Suisse comme dans la plupart des pays d'Europe, les femmes ont peu à peu accès aux sociétés, qui, selon un processus contradictoire, deviennent des lieux à la fois d'émancipation, en leur ouvrant de nouveaux horizons, et d'intégra-

tion, en faisant d'elles des agents de la préservation de l'ordre bourgeois, notamment par le rôle privilégié qu'elles jouent dans le développement de la philanthropie. Cette double dynamique qui associe émancipation et instrumentalisation marque, de façon constante, l'histoire de la sociabilité féminine, au-delà de la variété des orientations que celle-ci prendra au cours du siècle (courants féministes, tendances moralisantes, religieuses), et dans des contextes nationaux très divers.

Ce processus est particulièrement mis en évidence dans les contributions qui se sont attachées à inscrire l'étude sur les femmes et l'espace public dans un cadre plus large, tenant compte des configurations sociales, politiques et idéologiques. A cet égard, il est frappant de constater le décalage qui sépare les approches développées par les historien(ne)s suisses (si l'on excepte celle de J. Tanner et celle de M. Pavillon et F. Vallotton), de la réflexion élaborée par les autres participantes, qui puisent dans l'outillage de l'histoire sociale les concepts nécessaires à une analyse complète du phénomène. Ce retard est révélateur du niveau de la recherche concernant l'histoire des femmes, en Suisse, qui manque de concepts d'approche permettant d'intégrer celle-ci dans une histoire globale des rapports sociaux. Si B. Mesmer a tenté une première synthèse avec son ouvrage sur les femmes et les associations féminines en Suisse au XIXe siècle[1], la présence des femmes dans l'espace public est encore peu étudiée, et la tendance dominante semble se borner à une approche «interne» et descriptive de la question (cf. la typologie de la presse féminine à Genève présentée par A.-M. Käppeli, la description de la «sociabilité informelle» des femmes par E. Joris, qui dénie aux catégories espace public / espace privé la capacité de cerner la réalité de vie des femmes, ou encore les réflexions de J. Droux sur l'«identité sexuelle intermédiaire» du personnel soignant [hommes et femmes] dans le milieu hospitalier).

Or l'approche privilégiée par l'histoire sociale permet de lire l'histoire des femmes non comme une catégorie marginale, mais comme un pan à part entière de l'histoire de notre société. Ainsi la marge de manœuvre dont disposent les femmes et la place qu'elles parviennent à se ménager dans l'espace public au XIXe et au début du XXe siècle sont révélatrices du système de valeurs qui régit la société bourgeoise, et des rapports de forces et de domination qui définissent son fonctionnement. Dans un contexte marqué par l'idéologie des deux sphères leur quête d'émancipation est étroitement liée au paysage politique et social et au processus de transformation des forces en présence, comme l'a très bien montré E. Gubin pour la Belgique de la deuxième moitié du XIXe siècle, où l'émergence d'un premier féminisme se voit favorisée par d'autres courants de la société, tels que la naissance d'une aile contestataire au sein du parti libéral dominant. D'autre part, l'instrumentalisation dont les femmes font l'objet en tant que fer de lance d'une offensive destinée à régler les questions sociales dans une perspective conservatrice, à partir de 1900 surtout (cf. la contribution de J. Tanner sur l'*Association suisse du service du peuple* et les cantines de fabrique), leur offre paradoxalement une perspective d'émancipation. Les nouvelles charges qu'elles viennent à assumer dans le cadre de diverses associations leur font en effet entrevoir un autre devenir possible, même s'il reste dans les limites d'un projet traditionnel de société. Parallèlement, la valorisation sociale des vertus que leur attribue une idéologie sexuelle

1 Beatrix Mesmer: *Ausgeklammert – Eingeklammert. Frauen und Organisationen in der Schweiz des 19. Jahrhunderts.* Bâle, Helbing und Lichtenhahn, 1988.

rigide, qui les confine à l'intérieur de leur rôle de mère et d'épouse, devient un moyen de légitimer et d'appuyer des revendications en vue d'une reconnaissance en dehors de la sphère privée (cf. la contribution d'E. Varikas consacrée aux institutrices en Grèce au XIXe siècle). De cette manière, la trajectoire émancipatrice des femmes se construit sur un renversement de la logique d'enfermement développée par la société bourgeoise. A mesure que se radicalisent les conflits de classes, l'adhésion aux énoncés qui définissent leur exclusion se présente de plus en plus comme le moyen privilégié de s'assurer une identité sociale, marquant par là l'option prise par les associations de femmes, en Suisse notamment, en faveur de l'ordre établi. *Diana Le Dinh, Lausanne*

Hans Ulrich Jost, Marc Vuilleumier et al.: **Cent ans de police politique en Suisse (1889–1989).** Lausanne, Association pour l'étude de l'histoire du mouvement ouvrier / Editions d'en bas, 1992. 206 p.

Il s'agit là des Actes du colloque organisé par l'AEHMO le 2 novembre 1991, suite à l'«affaire Kopp» et au «scandale des fiches».

Certaines contributions ne concernent pas la police politique *stricto sensu* mais – comme celle d'H. U. Jost – le quadrillage du mouvement ouvrier et socialiste par la bourgeoisie et la mentalité répressive constituant le cadre dans lequel celle-ci a pu se développer. L'auteur recense un certain nombre de méthodes visant à intimider, contenir ou briser les mouvements revendicatifs ou déviants («guillotine sèche», listes noires, procès, etc.). Particulièrement intéressantes sont les pages consacrées à la criminalisation de la grève, largement intériorisée par les travailleurs suisses eux-mêmes.

Le texte de Marc Vuilleumier évoque la genèse et les débuts de la police politique en Suisse (1889–1914). Il démontre de façon convaincante que l'origine du Ministère public fédéral est moins à chercher dans la lutte contre les «anarchistes» (ce terme ayant par ailleurs donné naissance à un véritable fantasme!) que dans les lois anti-socialistes bismarckiennes. Au-delà ce de rappel historique, Vuilleumier s'interroge sur la valeur pour l'historien des sources policières et sur leur degré de fiabilité.

Six autres contributions sont autant d'illustrations précises, au niveau local (Genève, Vaud), d'une politique de surveillance, de fichage et de délation. Préventive, l'action policière doit être relayée par des groupements civiques de défenseurs de l'ordre et des valeurs «saines» du pays. Certains d'entre eux, comme l'*Association patriotique vaudoise*, s'aventurent dangereusement aux frontières mouvantes du frontisme et des Ligues... Sur la base des centaines de fiches envoyées au Comité «Pour une Suisse sans police fouineuse», le militant d'extrême-gauche Charles-André Udry se livre à un inventaire, sinon exhaustif du moins fort complet, des partis, organisations et mouvements qui retinrent – ou plutôt fixèrent de façon quasi obsessionnelle – l'attention des polices fédérales et cantonales. Il livre enfin une grille de lecture permettant au citoyen de décrypter sa fiche.

Des convergences surgissent de tous ces travaux: collaboration avec les polices étrangères; collusion entre employeurs, polices, associations civiques bourgeoises et entreprises privées de délation (ainsi du fameux «bureau Chantre» acharné, à l'époque de la guerre froide, à débusquer membres et sympathisants du Parti du Travail). Un paradoxe aussi: sans doute la «révélation» des fiches et dossiers a-t-elle porté un coup fatal au mythe d'une démocratie helvétique idéale; mais en